



Acheteur :  
École Nationale Supérieure Maritime  
10, quai Frissard  
76600 Le Havre  
marches.publics@supmaritime.fr

Accord-cadre à bons de commande  
Marché public de services  
2025

---

Accord-cadre numéro 2025-63  
**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction de marchés publics**

---

**Cahier des Clauses Particulières  
(C.C.P.)**

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 3.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES .....	3
ARTICLE 4.	DURÉE .....	4
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 6.	DEFINITION DE LA MISSION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	6
ARTICLE 8.	CONTENU DU PRIX .....	6
ARTICLE 9.	VARIATION DES PRIX.....	6
ARTICLE 10.	AVANCES .....	7
ARTICLE 11.	RETENUE DE GARANTIE .....	7
ARTICLE 12.	SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 13.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	8
ARTICLE 14.	ASSURANCES .....	8
ARTICLE 15.	FACTURATION .....	8
ARTICLE 16.	PÉNALITÉS.....	9
ARTICLE 17.	MODIFICATIONS.....	10
ARTICLE 18.	RÉCEPTION .....	10
ARTICLE 19.	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....	10
ARTICLE 20.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	11
ARTICLE 21.	CAS DE RÉSILIATION .....	12
ARTICLE 22.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	12

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

---

**Objet des services :** Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction (de la passation à l'exécution) de marchés publics.

C'est l'acheteur qui détermine la nature (simple, moyen ou complexe) des marchés qui sont à rédiger. La détermination de la nature du marché tient compte d'une part de l'objet et d'autre part de la procédure à mettre en œuvre. Les marchés publics de travaux sont exclus du périmètre de ce marché.

## ARTICLE 2. FORME DE L'ACCORD-CADRE

---

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum. Il est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donne lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum HT	Maximum HT
0	15 000 €

Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction, sachant que le montant maximum des prestations par période d'exécution est de 15 000 € HT, soit un total de 60 000 € HT maximum pour les 4 périodes, en cas de reconduction.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les mentions qui figurent sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du marché – objet de la prestation ;
- référence de l'accord-cadre et le numéro de l'engagement juridique (EJ) ;
- la nature (simple, moyen ou complexe) et la description des prestations à réaliser ;
- le délai d'exécution de la prestation à réaliser ;
- le montant du bon de commande (HT, TVA, TTC) ;

Seuls les bons de commande validés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

## ARTICLE 3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

---

### Représentation du titulaire :

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution, conformément aux dispositions du mémoire technique fourni lors de la remise des offres. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché, après accord du maître d'ouvrage.

#### Obligation d'information :

En cours d'exécution, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### **ARTICLE 4. DUREE**

---

La durée de la période initiale est d'un (1) an, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Elle peut être reconduite tacitement (3) fois, chaque période de reconduction ayant une durée d'un (1) an. La durée totale du marché ne peut excéder 4 ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire au moins 3 mois avant la fin de la période en cours.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire.

#### Reconduction anticipée

Si le montant maximum annuel est atteint avant la fin d'une période, l'accord-cadre est susceptible d'être reconduit expressément par anticipation. La nouvelle période contractuelle débiterait à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de reconduction, pour une durée d'un an. La durée globale de l'accord-cadre s'en trouverait réduite sans que le prestataire puisse élever une quelconque réclamation ni prétendre à aucune indemnité.

### **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

---

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- Acte d'engagement (AE) ;
- Bordereau des Prix Unitaire (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 6. DEFINITION DE LA MISSION ET EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

#### Définition de la mission

La mission consiste en l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rédaction des dossiers de consultation des entreprises (DCE) et l'exécution des marchés en découlant.

L'exécution des prestations débute à l'émission du bon de commande, basés sur les prix du BPU de l'accord-cadre, par l'acheteur.

Une réunion de cadrage assortie d'une proposition de planning est organisée préalablement à l'émission du bon de commande. Le délai de livraison des prestations est déterminé en fonction de la complexité du marché et de l'urgence à le passer. En aucun cas, ce délai ne peut dépasser toutefois 30 jours calendaires à compter de l'émission du bon de commande.

### Contenus attendus pour la prestation d'AMO

#### Poste 1 : LA RÉDACTION DES PIÈCES ADMINISTRATIVES

La rédaction de DCE pour tous types de procédures notamment appel d'offres, marché à procédure adaptée (MAPA) et dialogue compétitif et tous types de marchés (accords-cadres à bons de commandes ou à marchés subséquents, marchés à tranche conditionnelle, marchés ordinaires, hormis les contrats de délégation de service public (DSP)) – hors marchés de travaux :

- Rédaction des documents du DCE (cadre de réponse technique, AE, CCAP, CCTP, RC, BPU, DQE, DPGF) ;
- Conception d'une grille d'analyse des candidatures et des offres ;
- Gestion des questions posées par les candidats ;

⇒ Livrables attendus :

- Les pièces du DCE listées ci-dessus en format modifiable et pdf ;
- Les réponses aux questions au format modifiable et pdf.

#### Poste 2 : SELECTION DE L'ATTRIBUTAIRE

- Analyse des candidatures
- Rédaction du rapport d'analyse des offres
- Rédaction des courriers de négociations, le cas échéant
- Rédaction des demandes de compléments et de précisions

⇒ Livrables attendus :

- Un tableau d'ouverture des offres
- Comptes-rendus des négociations, le cas échéant
- Courriers de demandes de précisions/ compléments
- Rapport d'analyse des offres

#### Poste 3 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

- Rédaction des documents liés à l'exécution : ordres de service, avenants, mise en demeure préalable à l'application des pénalités, agrément des sous-traitants
- Validation d'Aptitude (VA), Vérification du Service Régulier (VSR), Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) le cas échéant, et décision d'admission.

⇒ Livrables attendus :

- Ordres de service
- Avenants
- Mise en demeure préalable à l'application de pénalités
- Comptes-rendus de réunions
- Rédaction des P-V (VA, VSR, VABF)
- Décision d'admission

## ARTICLE 7. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

---

La rémunération du titulaire se fait sur la base des prix du BPU, appliqués aux quantités réellement commandées et exécutées.

## ARTICLE 8. CONTENU DU PRIX

---

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG prestations intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aucun frais de transport, hébergement et restauration n'est nécessaire à l'exécution du marché.

## ARTICLE 9. VARIATION DES PRIX

---

Les prix sont fermes pour la période initiale.

En cas de reconduction, le titulaire peut réviser les prix du BPU à la hausse ou à la baisse, par transmission d'un mail avec accusé de réception, **1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre** à l'adresse de l'acheteur.

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles par ajustement à l'issue de la période initiale, selon la formule suivante :

$$C_n = [0,15 + (0,85 (\text{SYNTEC } (n) / \text{SYNTEC } (o)))]$$

dans laquelle :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " correspond au mois du dernier indice disponible au moment du calcul de la révision. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le mois (0) correspond au dernier indice disponible au mois précédent le mois de remise des offres finales le cas échéant.

Le coefficient d'ajustement comporte trois décimales et est arrondi au 1/1000ème supérieur.

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour l'ajustement des prix faisant l'objet du marché est l'indice SYNTEC, calculé par la fédération Syntec et publié sur le site [www.syntec.fr](http://www.syntec.fr)

Le titulaire fait apparaître les modalités de calcul de la révision des prix. À défaut, sa demande de révision n'est pas prise en compte.

Les nouveaux prix n'entrent en vigueur qu'après validation de l'ENSM, par mail.

**⚠ La mise en œuvre de la formule de révision incombe intégralement au titulaire. Si le titulaire ne transmet pas sa demande de révision dans les délais, les factures sont rejetées et leur paiement suspendu. Le titulaire ne peut prétendre à aucun intérêt moratoire.**

## **Clause de sauvegarde**

Dans l'hypothèse où il apparaîtrait une variation de prix supérieure 3%, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 10. AVANCES**

---

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE**

---

Sans objet.

## **ARTICLE 12. SOUS-TRAITANCE**

---

### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter **une partie des prestations** qui lui sont confiées. La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

De même, le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. A défaut, il encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs (article 39 du CCAG-PI).

Le titulaire transmet la demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement en cours d'exécution de l'accord-cadre via un acte spécial (DC4), remis en main propre contre récépissé ou notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

En plus du DC4, le titulaire transmet :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique,
- une attestation sur l'honneur selon laquelle il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

À cette fin, le sous-traitant adresse ses demandes de paiement :

- au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ;
- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur

Cette demande de paiement comporte :

- la copie des factures adressées au titulaire de l'accord-cadre,

- la copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande
- ou copie de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire de l'accord-cadre dispose d'un délai de 15 jours calendaires, à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur ou, s'il en a été désigné un, au maître d'œuvre de l'opération.

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adresse sans délai, au titulaire, une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours, à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procède au règlement de la facture du sous-traitant.

### **ARTICLE 13. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES**

---

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### **ARTICLE 14. ASSURANCES**

---

Le titulaire souscrit aux assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre (article 9 du CCAG-PI).

Le titulaire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 15. FACTURATION**

---

Après chaque prestation, le titulaire transmet une demande de paiement à l'acheteur.

Conformément à l'article L. 2192-3 du code de la commande publique, les factures sont impérativement transmises via la plateforme CHORUS PRO, avant le 15 du mois qui suit la réalisation des prestations.



Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire peut se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Ecole Nationale Supérieure Maritime

SIRET : 13001309700071

Marché 2025-63

En application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° Le numéro de la facture ;
- 3° Le numéro et la date de l'accord-cadre ;
- 4° La référence au bon de commande (numéro d'EJ) relatif à la facture ;
- 5° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 6° Le nom, n° Siret et adresse du titulaire ;
- 7° Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- 8° Le numéro et la date de l'accord-cadre et de ses avenants le cas échéant
- 9° La date d'exécution des services ;
- 10° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 11° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 12° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, les éventuelles taxes parafiscales ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 13° En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC ;
- 14° En cas de groupement conjoint, pour chaque membre, le montant des prestations qu'il a effectuées.

## **ARTICLE 16. PENALITES**

### **Pénalité en cas de non-respect des délais**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais d'exécution, l'acheteur applique, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité de 50 € HT par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités est limité à 5% du bon de commande.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite le titulaire à présenter ses observations écrites dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire ou lorsque les éléments de réponse transmis par le titulaire ne permettent pas d'établir que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités sont appliquées et calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

## **ARTICLE 17. MODIFICATIONS**

---

Les modifications de l'accord-cadre sont passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 18. RECEPTION**

---

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG P.I., le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications des prestations. Passé ce délai, si le pouvoir adjudicateur n'a formulé aucune remarque, les prestations sont réputées admises tacitement.

## **ARTICLE 19. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

Depuis le 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Le Règlement Général de Protection des Données (RGPD) consacre des obligations générales. Ainsi, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données, conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du RGPD ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles, en application du présent marché, s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

### Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données, conformément au présent RGPD.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

### Droit d'information des personnes concernées :

Dans le respect de la finalité du marché, le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

### Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes demandeuses (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données)

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits. Im en informe le pouvoir adjudicateur.

En cas de notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

#### Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris des garanties sur les conditions d'hébergement des données dans un pays qui respecte le RGPD, la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur, conformément au RGPD.

#### Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFERENDS**

---

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord-cadre et ses bons de commande est soumis à la législation française. Les différends se règlent selon les dispositions de l'article L. 6 du code de la commande publique et selon l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige persistant, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00  
Fax : 02 35 58 35 03  
Email : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00

Fax : 02 35 58 35 03

Email : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Télérecours citoyen pour une introduction sans avocat :

<https://citoyens.telerecours.fr/#/authentication>

## **ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION**

---

Les dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 36 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG prestations intellectuelles, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG prestations intellectuelles, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG prestations intellectuelles.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG prestations intellectuelles.

## **ARTICLE 22. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 10.1.3 du CCAG PI par l'article 8 du CCP

Il est dérogé aux articles 28 et 29 du CCAG PI par l'article 18 du CCP

Il est dérogé aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI par l'article 16 du CCP